



## Compte-rendu CHSCT du 17 septembre 2015

### À l'ordre du jour

- Approbation PV du CHSCT du 8/4/2015
- Visite de site CEL
- Point d'avancement sur les adaptations du réseau de la DRFIP du Nord pour le 1/1/2016 (Marchiennes->Orchies / Partie impôt de Lannoy-> SIP Roubaix Nord / Partie Spl de La madeleine-> Saint-André, Partie Impôt de La Madeleine et Saint-André-> SIP Lille Nord, Partie Hôpital de Saint-André->Armentières SPL / Cambrai Banlieue Est ->Cambrai mun / Maubeuge SPL->Maubeuge Mun / SIP Lille-Haubourdin-> SIP Lille-Ouest / SIE Lille-Haubourdin-> SIE Lille-Ouest / Partie SIE Avesnes sur Helpe-> SIE Maubeuge
- Incidence de la nouvelle version de l'application GDP (gestion dématérialisée des dossiers des pensionnés) sur l'organisation et les méthodes de travail des agents du CGR (centre de gestion des retraites)
- Budget 2015 - GT du 10/9/2015
- Délégations d'enquête
- Questions diverses

### 1/Approbation PV du CHSCT du 8/4/2015

Le PV a été validé à l'unanimité après quelques modifications. Nous regrettons que la direction ne nous ait pas transmis dans les délais (délai de transmission de 1 mois) les PV du 16 et 23/6/2015 d'autant que dans ces PV étaient évoqués les restructurations qui nous sont représentées à



ce CHSCT. Il s'agit une illustration du manque de moyens fourni pour le fonctionnement du CHSCT.

## 2/Visite de site CEL

Le CHSCT a établi plusieurs recommandations pour le CEL, notamment en matière acoustique, en éclairage et en termes d'aération.

Suite à ces recommandations, la direction a procédé à la réfection de l'éclairage et procède actuellement à l'équipement des agents du service en bouchons moulés sur mesure.

Ces aménagements amélioreront sûrement les conditions de travail.

Il reste tout de même des problèmes de ventilation à cause d'une climatisation sous-dimensionnée ainsi qu'une pièce où l'éclairage est inadapté. Nous avons demandé à la DRFIP de faire le nécessaire, nous espérons que cela sera suivi d'effet.

Enfin, la visite du CHSCT a attiré notre attention sur les machines présentes et leur éventuelle dangerosité, nous avons invité la DRFIP à mettre en place une tolérance zéro en termes d'alcool sur ce type de site afin d'éviter tout accident. De manière générale, nous avons rappelé l'existence d'un guide alcool avec un protocole d'aide pour les agents en difficulté souffrant d'alcoolisme. Nous avons demandé à la DRFIP de réfléchir à une note de service intégrant ce protocole d'aide.

## 3/ Point d'avancement sur les adaptations du réseau de la DRFIP du Nord pour le 1/1/2016

Nous avons déploré le manque d'informations fournis par la DRFIP. Aucune des demandes faites en juin n'a été suivi d'effet (Pas d'avis de l'Inspecteur Santé Sécurité au Travail ni de la médecine de prévention, modalités de consultation des agents, plan côtés) La méthode de la DRFIP s'apparente à du passage en force. La formulation du point même de l'ordre du jour « Etat d'avancement » est une provocation alors que le projet n'a pas encore fait l'objet d'une validation en CTL.



Toutefois, à défaut de consensus au sein des organisations, il a été procédé au vote des projets de restructurations

### Marchiennes->Orchies

Les deux postes sont en difficultés, la direction espère sûrement que le poste fusionné fonctionnera mieux sur un seul site. Nous ne pouvons qu'en douter sachant que la nouvelle structure sera dans un premier temps en sous-effectif hors équipe de renfort. Les agents d'Orchies nous ont fait part de grandes difficultés avérés suite à une surcharge de travail, nous ne voyons pas comment ce nouveau poste fonctionnera avec ces nombreux changements. Par ailleurs, aucun travaux d'amélioration des conditions de travail n'est prévu.

Cette proposition d'adaptation pose à FO de nombreux problèmes que la direction semble ignorer. Elle se borne à rappeler les impératifs de gestion alors que nous lui opposons un risque accru de troubles psychosociaux.

La direction évoque que le CFP de Marchiennes ne peut fonctionner avec deux agents. Nous lui opposons qu'elle n'est pas étrangère au problème puisque seul un ALD a été nommé au 1/9. Effectivement, 3 arrivées sur la RAN de Douai ne suffisent pas à combler l'ensemble des besoins. Il est donc de la responsabilité de la DGFIP de stopper l'hémorragie et mettre les moyens en face des besoins.

Fo-Finances ainsi que les autres organisations syndicales ont voté contre ce projet.

### Partie impôt de Lannoy-> SIP Roubaix Nord

Nous avons eu le droit à une nouvelle mouture de ce projet. Le poste de Lannoy ne ferme plus mais la partie impôt est implanté au SIP de Roubaix Nord.

Ceci résulte de la mobilisation des agents , élus et usagers du service public local.

Nous ne pouvons toute fois nous satisfaire de cette nouvelle version du projet. Qu'il s'agisse du site accueillant ou du site perdant les deux





agents du recouvrement, ce projet présente des failles non prises en compte par la Direction Régionale. Par exemple, le fait que les deux agents sont à l'accueil. Leur départ implique donc qu'une personne du SPL gère l'accueil, soit un poste à temps plein sur un effectif implanté de 5 personnes (20% d'une charge supplémentaire à répartir sur moins d'agents et qui n'est pas recensée). Qui plus est, si effectivement les visites relatives aux renseignements sur l'impôt se reportaient à terme sur Roubaix, l'ensemble de la population fragile ne disposant pas de moyen moderne de paiement continuera à fréquenter le poste de Lannoy pour des paiements en espèce.

Les agents n'envisagent ni de partir dans une structure qui présente de nombreux problèmes ni de rester à résidence en perdant leur mission. Par ailleurs, l'accroissement du nombre de personnes accueillies serait de nature à accentuer les tensions que les fiches de signalement ne cessent de dénoncer.

En conclusion nous émettons un avis défavorable sur cette adaptation considérant qu'elle est de nature à dégrader les conditions de travail de nos collègues et un facteur de risque psycho social.

**SIE Lille Haubourdin --> Lille Ouest**

Dans la mesure où cette adaptation ne présente aucune avancée pour les agents et que par ailleurs nous y voyons un vivier pour de futures suppressions d'emploi, FO vote contre.

**SIE Avesnes sur Helpe -> SIE Maubeuge**

Dans la mesure où les agents du SIE d'Avesnes ne souhaitent pas rejoindre le SIE de Maubeuge, la Direction y a vu l'occasion de mettre en expérience le travail à distance conformément à une directive nationale.



Beaucoup de questions restent cependant en suspens à défaut d'avoir pu au préalable discuter des conditions d'expérimentation du travail à distance:

- quel est le périmètre des missions concernées
- rattachement administratif des agents
- quel encadrement

Nous nous interrogeons par ailleurs sur le degré de perte d'autonomie décisionnel qui consiste en un risque psychosocial identifié par les professionnels. Nous nous demandons quelles sont l'urgence et l'utilité de cette proposition .

Ne trouvant aucun argument qui puisse déterminer un vote favorable et devant le constat du risque d'accroissement des dégradations des conditions de travail de nos collègues, FO vote ici aussi contre le projet.

La madeleine -> Saint-André

Le CFP de Saint-André est un site qui présente de nombreux risques signalés par les agents et l'Inspecteur Santé Sécurité au Travail sans que des travaux d'envergure n'aient été réalisés à ce jour.

L'installation prochaine d'un guichet sécurisé et l'aménagement du Hall d'accueil ne répondent que partiellement aux besoins d'hygiène et de sécurité du site. La réfection des sols n'est pas à l'ordre du jour, pas d'avantage le relamping alors que cela constitue selon nous des urgences. Nous soulignons que la direction n'a pas répondu formellement à notre demande de travaux. Toutefois, nous notons que le CFP de Saint André est un point noir que ne perd pas de vue la Direction .

Les agents d'Armentières verront quant à eux des charges supplémentaires de travail sans effectif.

Encore une fois ne ne trouvons dans cette adaptation aucun argument qui tend à démontrer que cela constitue une amélioration des conditions de travail , au contraire, encore une fois , nous notons un accroissement des risques psychosociaux, aucune garantie sur l'emploi pas plus que celle de



conforter les locaux dans le cadre d'une mise en conformité avec la réglementation.

Nous votons ici encore contre cette proposition.

De même dans la mesure où aucun des projets ne constitue une avancée nous avons voté contre les projets relatif à Cambrai Municipal et Cambrai Banlieue Est ainsi que Maubeuge Municipale Maubeuge .

#### Point 4 GESTION DEMATERIALISEE DES DOSSIERS DES PENSIONNES

Comme indiqué plus haut, la perte d'autonomie constitue un risque psychosocial. Nous pouvons légitimement craindre que l'aménagement de l'application GDP ne dérive cependant rien ne prouve à ce jour que le risque soit avéré. Toutefois, une délégation FO se rendra sur site afin de mesurer les conséquences de la nouvelle organisation des tâches, tenant compte de l'engagement pris par monsieur Mille de revoir les conditions de répartitions du travail pour le cas où celles-ci s'avereraient de nature à créer de troubles.

#### Point 5 BUDGET CHST CT

L'ensemble du budget a été engagé. Ce jour nous revenons sur l'achat d'un fauteuil pour la DR des Douanes de Lille . Le report en séance plénière est dû à un manque de précision dans la présentation du projet que le groupe de travail pensait destiné à une structure qui ne nous avait pas été présentée. Une mise au point en séance a permis de valider la dépense. Nous regrettons que le manque de précision lors de la présentation des projets constitue fréquemment une entrave à l'étude des opportunités de dépenses.

#### Point 6 LES ENQUETES



Pour ce qui est de l'enquête de Dunkerque Port, nous reviendrons sur ce point lors d'une prochaine séance.

Dans le cadre du protocole des enquêtes relevant des CHS CT , il manque pour les sites de Maubeuge (accident trappe vide sanitaire) et Valenciennes Ch ( tentative de suicide) un lettre d'information à destination des agents reprenant les conclusions des délégation. Le président adressera ces courriers dans les jours qui viennent.

Pour les enquêtes en cours à la DRFIP ( France Domaine, BDV Valenciennes, SIE Lille Seclin)

Le fil des enquêtes sera repris. Un point sera fait sur les documents à recoller.

Pour l'enquête sur l'accident à l'END

Des travaux d'aménagement de l'escalier sont en cours et la commission de sécurité doit passer. Le collègue est en bonne voie de guérison .

## QUESTIONS DIVERSES

Il existe un souci relatif à la rémunération des formateurs de TPCI en douanes. Une réunion nationale aura lieu le 24 septembre prochain afin de trouver un dénouement à ce statu quo administratif.